



La modification du travail social dans le secteur de l'alphabétisation : l'effet boule de neige des politiques d'activation

Par Duchesne Justine

Lire et Écrire en Wallonie

Décembre 2018

Nous sommes dans une société en constante évolution. Un Mouvement, tel que Lire et Écrire, se conçoit, s'accompagne et se modifie au rythme des mouvances du corps social et des politiques qui le délimitent, le modulent et lui répondent.

Depuis les années 2000, le paysage politique et institutionnel de l'alphabétisation a changé. Le contexte économique, social, culturel et politique dans lequel le secteur évolue également. L'accroissement d'un paradigme d'activation, porté par des politiques publiques tissant la toile d'un Etat social dit actif, percole dans bon nombre de domaines y compris parmi les organes les plus autonomes, ceux-là mêmes chargés d'amener une analyse critique de la société et des corollaires de ses actions. Cet article aura pour visée de mettre en lumière un sentiment de malaise, présent au sein du domaine social en général, qui se reflète parmi les travailleurs de structures, telles que Lire et Écrire, notamment de par leur position charnière entre le public pour qui ils s'investissent chaque jour et les pouvoirs publics qui cadrent leurs actions. Cette position laisse apparaître une tension dialectique constante qui les propulse dans une interface entre le haut et le bas, les instruments politiques et les expériences sur le terrain : situation vectrice d'incohérences.

Une société en pleine mutation

Dans le sillon de la crise des Etats sociaux un peu partout en Europe, dès la fin des années septante, une nouvelle question du social semble émerger, alimentée par la question de l'activation des politiques, notamment sociales.

Revenons quelques années en arrière. Le social, dans la croissance économique d'après-guerre, produit des effets sur la société dans son ensemble, en s'appuyant notamment sur deux régimes bien distincts :

- assurer, c'est-à-dire, garantir les risques sociaux liés à la perte d'un salaire grâce à une large couverture sociale.
- ou assister, c'est-à-dire, administrer secours et assistance aux « plus nécessiteux ».

Quand l'assurance sociale entretient un rapport étroit avec le travail, vise la continuité d'un niveau de vie et concerne l'ensemble d'une société nationale, l'autre régime relève de publics dits indigents, en marge de la société et consiste en une aide de dernier recours. La sphère d'action n'est pas la même¹.

Si ce type de social a pu se développer dans la croissance économique d'après-guerre, l'instabilité du marché qui s'installe quelques années plus tard, liée à une mutation du capitalisme industriel remet tout en question. Les pistes se brouillent. Dans un contexte de récession économique, l'activation des politiques sociales fait son chemin, accompagnée d'un doute quant à la capacité de l'Etat à demeurer providentiel et à indemniser les risques sociaux. La refonte de ces politiques sociales s'accompagne, dans les années 2000, d'un passage de dépenses dites « passives » à une série de dépenses dites « actives », misant davantage sur l'implication de l'ayant-droit dans la société. À force de petits pas, un nouveau régime de protection sociale finit par apparaître, synonyme de couverture minimale et remettant en cause le principe d'égalité des places préalablement établi dans l'immédiat d'après-guerre². Les systèmes d'assurance sociale et d'assistance sociale finissent aujourd'hui par s'entrecroiser et se superposer. Brouillant les pistes entre l'autre, l'exclu, l'indigent, qui ne nous paraît plus si loin que cela, et les citoyens dans leur ensemble. Désormais, plus personne ne serait réellement à l'abri d'une sortie de ce système, mis à part les plus nantis, pour qui les avoirs financiers constituent une garantie contre l'exclusion³.

Mais là ne réside qu'une partie des mutations vécues.

Le social et son domaine

Revenons sur la notion du « social » pour éclaircir les tenants et les aboutissants qu'elle recouvre.

Le social ? Ce mot nous renvoie à de multiples propositions de définitions. A la lumière de notre démonstration, deux d'entre elles paraissent révélatrices.

Premièrement, le social, c'est du lien. Il peut se définir en tant que lien créé entre de multiples individus pour « faire société ». Il renvoie à la notion d'intégration qui inclut une idée de cohérence, de cohésion sociale au sein de la société, elle-même perçue comme un ensemble de parties interdépendantes et complémentaires entre elles⁴.

Deuxièmement, une réponse plus institutionnalisée nous renvoie, quant à elle, aux régimes illustrés ci-dessus, ainsi qu'aux politiques sociales qui les organisent.

¹ Vrancken D. (2010). *Social Barbare*. Couleurs livres asbl.

² Dubet, tel que cité par Vrancken (2012) nous éclaire sur le fait que les Etats sociaux, dans l'immédiat d'après-guerre, se sont basés sur un principe d'égalité des places qui vise à garantir des positions occupées par les individus sur base de leur statut, de leur revenu, de âge, ou de leur sexe c'est-à-dire, garantir au plus grand nombre un revenu décent et un statut social.

En référence : Vrancken D. (2012). *Les invisibilités barbares. Du social barbare à la société des inégaux*. In *Barbaries contemporaines*, pp.119-134. Paris : L'Harmattan. En ligne sur : https://www.integras.ch/images/_pdf/servicemenu/tagungen/murten/Colloques_Morat2017/2_Vrancken_Les_invisibilit%C3%A9s_barbares_Morat2017.pdf, consulté le 10 décembre 2018.

³ Vrancken (2010).

⁴ Durkheim tel que cité par Bolzam C., (2001). Politiques d'asile et trajectoires sociales des réfugiés : une exclusion programmée : Les cas de la Suisse, *Sociologie et Société*, 33 (2), p.133-158.

Dans un rapport étroit avec la société, le social ne se distingue donc ni des rapports sociaux qui la constituent, ni d'un Etat qui structure les réponses publiques aux problèmes sociaux.

De nos jours, un double mouvement se dessine :

Dans une société où le lien social s'effrite, les repères se perdent. Les formes de solidarité se dissipent. Pour Durkheim, le grand problème de notre société actuelle, basée sur une forte division du travail, est le fait qu'elle a perdu sa force cohésive. Les individus ne sont plus conscients des liens sociaux qui les relient entre eux.

La multiplicité des parcours de vie (faits d'allers-retours entre des stages, des contrats précaires, des périodes de chômage alternées à des périodes d'aide sociale) et les zones de vulnérabilité, qui en découlent, amène l'Etat à se concentrer sur des dynamiques plus individuelles, à cibler des groupes spécifiques d'individus à qui il convient d'offrir une seconde chance, pour peu qu'ils la saisissent. Dans un Etat social dit actif, les réponses publiques aux problèmes sociaux se transforment, impliquant une série de nouvelles orientations des politiques sociales, qui se répercutent sur les acteurs sociaux, parties-prenantes de celles-ci.

Rendre le social plus actif ?

Quand les réponses institutionnelles aux difficultés d'intégration sociale ne suffisent plus, le secteur du travail social « comble les failles ». De nouveaux enjeux apparaissent. Les travailleurs sociaux, entendus comme « un ensemble hétérogène de professionnels conduisant de multiples actions en direction de groupes confrontés à des difficultés sociales importantes » (Ravon & Ion, 2012, p. 3)⁵, se chargent de jouer un rôle plus actif dans la mise en place des politiques sociales. C'est ainsi que bon nombre d'entre eux se retrouvent désormais à « produire du social ».

Produire du social ? Vrancken nous décrit cette idée comme la nécessité de : « (...) mobiliser l'individu, ses affects et ses désirs pour l'insérer socialement, quand la solidarité devient problématique » (Vrancken, 2010, p.30). C'est ainsi que : quand la société était réputée capable de subvenir aux besoins fondamentaux de la majorité des individus, les travailleurs sociaux, bien qu'indispensables, intervenaient essentiellement sur une réduction d'écarts entre les populations, en aidant les personnes en marge à se réintégrer. Aujourd'hui, ce travail s'est généralisé, il vise un changement de société en soi et son intervention s'étend au rythme des exclusions vécues par tout un chacun⁶.

En plein cœur de cette mutation, Lire et Écrire est un organisme touché, au même titre que les autres, par le sillon de l'activation, celle-ci s'insinuant dans le secteur à travers de multiples portes d'entrée, dont:

- les politiques publiques connexes au champ de l'alphabétisation, nourries par les pratiques des services régionaux pour l'emploi (FOREM, etc.) mais également des CPAS, tous deux chargés d'inciter les individus à entrer en formation pour augmenter leurs chances de se raccrocher à un parcours linéaire, dont l'insertion sur le marché de l'emploi serait la finalité.

⁵ Ravon B. et Jacques I. (2012). *Les travailleurs sociaux*. Paris : La Découverte.

⁶ Exclusion du chômage, dégressivité des allocations dans le temps, conditionnement du RIS (Revenu d'Intégration Social), etc.

- les politiques publiques qui composent le champ de l’alphabétisation, modifiant le cadre de travail dans lequel les acteurs évoluent et provoquant notamment un déséquilibre dans le dispositif de formation, suite à l’orientation d’une grande part des moyens financiers, octroyés par les pouvoirs publics, vers le secteur de l’insertion socioprofessionnelle⁷.

La mobilité des apprenants et l’accès aux formations seraient, de ce fait, en partie associés à un cadrage des pouvoirs publics qui financent les actions de l’alphabétisation⁸.

Un décalage entre les objectifs préconisés par ceux-ci et les réalités du public, rencontrées par les acteurs de terrain, semble révélateur d’un déséquilibre présent au sein même de la société, où la garantie d’un statut (social, juridique, etc.), permettant l’accès aux droits sociaux, n’est désormais plus assurée⁹.

La mutation du travail social chez Lire et Écrire : polyvalence et poly-adaptation des travailleurs

Cette longue mise en route nous permet, par conséquent, de noter que ces mutations, toutes liées par la question centrale du social, font état de nombreuses conséquences qui reposent sur les citoyens en général (principalement liées à une précarité qui s’installe), mais également sur les acteurs du secteur social, qui voient leur travail se modifier au fur et à mesure des épreuves imposées aux bénéficiaires, aux participants et aux stagiaires de leur structure.

Au cours de rencontres et d’échanges avec plusieurs acteurs sociaux de Lire et Écrire, de multiples tensions ressortent et mettent effectivement en lumière, un travail qui se module au cours du temps. Des propos tenus par un acteur de l’alpha illustrent bien cette idée :

« Au départ les gens, il y a 10-15 ans, ne venaient pas par obligation, etc. Il y avait moins de contraintes administratives. D’ailleurs, en tant que formateur, on pouvait faire un repas, etc. Maintenant, on doit rendre des comptes, des justificatifs, des documents, des choses qui doivent être présentes dans le règlement (qui n’est pas lisible pour une personne qui ne sait pas lire, ni écrire). »¹⁰

Faisant état d’une précarité de plus en plus grande parmi les apprenants, mais également d’un cercle vicieux plaçant les individus dans une spirale qui accentue la vulnérabilité de leur situation, les acteurs de l’alpha ne restent pas insensibles.

« La fracture est de plus en plus grande entre les exigences de la société et la réalité du public, là où il est, comme il est. Cette fracture crée une paupérisation de plus en plus difficile à vivre (...). »

⁷ Ce constat vaut principalement pour les Régionales qui composent Lire et Écrire en Wallonie.

⁸ Le cadre de référence de Lire et Écrire fait notamment ce constat, lorsque la question d’une normalisation et d’une homogénéisation des pratiques semble préconisée par les pouvoirs publics pour améliorer et optimiser la mobilité et l’accès des apprenants aux formations. Cette normalisation serait contraire à l’objectif défendu par Lire et Écrire, visant à cultiver l’hétérogénéité des pratiques en général, notamment pédagogiques et formatives. En référence : *Comprendre, réfléchir et agir le monde, balises pour l’alpha populaire* (2017). Lire et Écrire communauté française : Cadre de référence pédagogique de Lire et Écrire.

⁹ L’Etat social d’après-guerre, par exemple, intervenait sur des individus sur base d’un statut défini (veuf, pensionné, travailleur, etc.) qui leur garantissait l’octroi de droits reliés à leurs catégories. Ce type de social n’a pas disparu mais se révèle peu ajusté aux trajectoires incertaines et aux problèmes rencontrés par les individus dans le contexte actuel. En effet, rares sont ceux qui arrivent à la pension, sans aucune embuche sur leurs parcours (Vrancken, 2010).

¹⁰ Les extraits d’entretiens proviennent d’une récolte de données qualitatives, réalisée entre octobre et novembre 2018, auprès de douze acteurs de terrain chez Lire et Écrire, exerçant des fonctions multiples au sein de l’institution (directeurs, agents d’accueil et d’orientation, formateur et coordinateurs pédagogiques).

« Au niveau politique aussi, par rapport au contexte actuel, on a un taux d'absentéisme un peu plus grand, parce que les gens sont de plus en plus précarisés (...) C'est la pyramide de Maslow : comment peut-on amener une personne à l'autonomie, si même les besoins de base ne sont pas comblés ? »

Travailler à Lire et Écrire, ce n'est donc pas simplement donner des formations d'alphabétisation. C'est bien plus que ça.

À travers la perméabilité des régimes d'assurance et d'assistance soulevée dans les prémises de cette analyse, le statut et l'appartenance sociale des individus devient instable, sur le fil du rasoir, prête à être démantelée au rythme de l'impermanence qui règne dans le secteur de l'emploi.

Dans leurs pratiques quotidiennes, les acteurs de terrain doivent, par conséquent, prendre le rôle de « mentors » capables de guider ces personnes afin de leur permettre, ne fut-ce que de manière minimale, de retrouver leur route vers un projet professionnel, parfois oublié ou désillusionné. Leur rôle se modifie pour devenir multiforme, polyvalent, poly-adaptable, ajoutant une pression au job déjà prenant de ces derniers.

Au rythme d'un parcours de vie porté par les aléas de l'existence, alimenté par de multiples ruptures, le parcours de formation des apprenants devient fragmenté et dépendant d'exigences administratives, financières, de recherches d'emploi, de débrouille quotidienne. L'espace mental disponible de ces derniers, embrouillé par une série de tracasseries journalières, n'est plus uniquement réservé à l'apprentissage. Les pratiques pédagogiques se plient à ces réalités et réclament une capacité d'adaptation des équipes, qui rebondissent sur de multiples ressources pédagogiques, leur permettant de travailler avec un nombre variable d'apprenants en formation¹¹.

Au-delà de ce volet pédagogique, indispensable pour l'apprentissage des langages fondamentaux¹², les tâches journalières des formateurs se doublent d'une nécessité d'écoute, de prise en compte, de mise en confiance, de temps disponible, à la hauteur des situations de détresse qui cadencent la vie des apprenants.

Car ceux-ci, non contents d'une formation qui posera les jalons d'un apprentissage leur permettant de décrypter le monde, se trouvent dans la nécessité de retrouver foi en leur existence, de retrouver confiance, que ce soit grâce à un partage d'expériences vécues par le collectif ou par le biais d'un suivi individuel, porteur d'écoute et de prise en compte.

Quand les heures de formation se terminent, de nombreuses questions surviennent: « quelle(s) démarche(s) doit-on faire ? », « où doit-on aller ? », « j'ai reçu ce papier, peux-tu regarder ? ».

C'est pourquoi certaines fonctions se sont renforcées et formalisées au cours du temps, notamment celle d'agent de guidance et d'orientation, faisant état de la nécessité d'un accompagnement individuel pour orienter les apprenants selon leurs besoins, parfois de base (où trouver des colis

¹¹ Un taux d'absentéisme assez élevé est remarqué par les acteurs de terrain, contraignant ces derniers à adapter leur mode de fonctionnement à cette réalité. Certains sont amenés à revoir à la hausse leurs inscriptions, afin de combler à l'avance un espace qui sera potentiellement libéré par les absents, par la suite, au sein des formations. Cependant, la possibilité que ceux-ci reviennent est toujours envisageable. Cette réalité est fortement génératrice de tensions et de questionnements dans les pratiques des acteurs de terrain.

¹² L'alphabétisation a pour objectif l'apprentissage des langages dits fondamentaux que sont le langage écrit, le langage oral et les mathématiques. En référence : *Comprendre, réfléchir et agir le monde, balises pour l'alpha populaire* (2017).

alimentaires, par exemple) mais également, pour accompagner le processus d'apprentissage et l'évolution (osons parler d'émancipation) personnelle qui en découle.

Dans les yeux des apprenants, porteurs de récits où ils sont transbahutés d'institutions, en dispositifs, en services pour l'emploi, Lire et Écrire apparaît pour certains comme une étape parmi d'autres. Et pourtant !

Face à des événements et des récits de vie qui s'entrecroisent, les acteurs de l'alpha s'adaptent et se modulent pour répondre aux objectifs des pouvoirs publics (cherchant principalement à miser sur la prise en charge propre des personnes face à leur situation), mais également pour s'atteler à réduire le fossé qui se creuse entre les personnes et les réponses publiques qui se présentent à eux, parfois peu congruentes avec les problématiques complexes vécues.

Lorsque ces acteurs décrivent leurs métiers, rares sont ceux qui ne placent pas le travail humain avant tout. Cependant, un ensemble de données administratives et techniques, prescrites pour l'entrée en formation, viennent s'ajouter au côté social, promu par ces derniers, les contraignant à trouver le juste équilibre entre l'aspect bureaucratique et la nécessité d'avoir une oreille attentive et bienveillante pour l'accueil, l'orientation et l'accompagnement d'un apprenant.¹³

Un vocabulaire technique et de gestion s'insinue petit à petit dans les décrets qui jalonnent le paysage politique de l'alpha, illustrateur d'un basculement dans un mode de pratiques qui se veut standardisé. C'est ainsi que les termes d'évaluation, test, bilan, etc. apparaissent.

La mission et le mode d'intervention se transforment. Comme le dit A. Franssen (2005) : « les professionnels des métiers visant à rendre une place aux personnes en difficulté pour reprendre le rang dans la société industrielle, sont à la fois témoins, victimes et acteurs des mutations du mode d'exercice de la solidarité et du contrôle social dans notre société »¹⁴.

Certains d'entre eux identifient cette réalité comme un déplacement des politiques d'activation sur leur propre fonction, tel un effet boule de neige :

« (...) d'un point de vue administratif, il y a eu un déplacement d'une partie des contrôles que les pouvoirs publics devaient effectuer : on le fait à leur place. »

C'est ainsi que les acteurs de terrain se couvrent de multiples casquettes. Ils deviennent à la fois psychologues, formateurs, accompagnateurs, activateurs, incitateurs, créateurs de sens, développeurs de projets, pédagogues,... Ils tentent de correspondre aux attentes du public, ils relient les parcours individuels pour développer des projets communs, base d'un apprentissage vecteur de sens pour le groupe, tout en se doublant d'une casquette plus directive qui ramène les exigences administratives sur le tapis, préconisées pour l'entrée en formation (par exemple : être demandeur d'emploi pour évoluer dans le cadre du domaine de l'insertion socioprofessionnelle).

¹³ À titre d'exemple, une étude, réalisée en 2016 à Lire et Écrire Bruxelles, témoigne d'un flou accompagnant la dénomination de certains métiers, tels que le métier d'agent d'accueil et de guidance. Dans cette étude, les agents de guidance interviewés mettent en avant le cœur de leur travail qui consiste, dans un premier temps, à accueillir les gens et à accueillir « leur misère », leurs difficultés, sans aucun rapport direct avec la formation au départ. En référence : JOSEPH M. (2016). *Le métier d'« agent d'accueil » à Lire et Écrire*. Bruxelles : Lire et Écrire Bruxelles.

¹⁴ Franssen A., (2005), Etat social actif et métamorphoses des identités professionnelles, Essai de typologie des logiques de reconstruction identitaire des travailleurs sociaux, *Pensée Plurielle*, n°10, pp.137-147. En ligne sur : <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2005-2-page-137.htm>, consulté le 10 décembre 2018.

La position charnière des travailleurs de Lire et Écrire

Par la force des choses, le cadre institutionnel, dans lequel les acteurs de l'alpha évoluent, apparaît parfois comme vecteur de tensions.

Comme l'étude du GIRSEF¹⁵ le montre, la forte hétérogénéité du secteur¹⁶ recourt à des conceptions diverses des politiques publiques qui le traversent, chacune illustrée par « des mondes » où des principes supérieurs règnent.

Il en résulte que le monde marchand, sous-tendu par le principe d'accès au marché du travail dans une mise en concurrence des individus, a tendance à prendre le pli sur les autres mondes, quant à eux relatifs aux politiques culturelles, éducatives, sociales, foisonnant également le champ de l'alphabétisation dans son ensemble.

Des tensions apparaissent, rendant plus complexe l'action menée chaque jour par les acteurs de l'alpha : « est-ce l'aspect humain ou l'aspect financier qui prend le dessus ? (sic) », « comment agir pour rester en cohérence avec une ligne de conduite propre au Mouvement, tandis qu'un nombre croissant de contraintes s'accumulent ? ».

Dénonçant une société qui restreint les opportunités d'ascension de chacun, qui s'accommode d'écarts inégalitaires croissants entre les individus, les acteurs de l'alpha sont eux-mêmes amenés à donner les clés aux apprenants, pour l'apparition d'un « bon citoyen », entendu comme parfaitement intégré à un modèle économique prégnant¹⁷. Position parfois paradoxale.

Construire du citoyen, du lien entre les citoyens, mais également entre les citoyens et les autorités publiques¹⁸. Ils détiennent un rôle charnière parfois tangent. L'acteur de l'alpha, à l'instar de plusieurs travailleurs sociaux, doit donc faire l'interface entre l'apprenant, son vécu, ses problématiques de vie et les autorités publiques. Autant dire que cette position n'est pas facile à tenir.

À l'image des décrets qui s'entrechoquent et se contrebalancent (notamment le décret relatif à l'éducation permanente et celui relatif à l'insertion socioprofessionnelle), les pratiques et les méthodes pédagogiques entrent parfois en contradiction. Travailler le collectif mais également, définir un projet professionnel individuel propre, laisser le temps de l'apprentissage versus bousculer celui-ci pour favoriser l'insertion la plus rapide des apprenants dans un emploi précaire à court terme, se donner l'obligation de moyens versus viser une obligation de résultats, etc.

¹⁵ Fuselier D. & Laloy D., (2012). *Evaluation des politiques publiques d'alphabétisation en région de Bruxelles-Capitale et en région wallonne*. Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur la Socialisation (GIRSEF), l'Éducation et la Formation, Louvain-la-Neuve.

¹⁶ Lire et Écrire, par son action d'alphabétisation, se situe au cœur de plusieurs champs politiques, illustrés par la multiplicité des décrets qui traversent le secteur (CISP c'est-à-dire relatif à l'insertion socioprofessionnelle, EP qui se réfère à l'éducation permanente, PEOE qui concerne l'intégration des personnes étrangères d'origine étrangère, etc), tous reliés au domaine du social, de près ou de loin.

¹⁷ Même si la question ne s'arrête pas là. Il est important de souligner que l'alphabétisation se situe à la croisée de plusieurs fonctions :

- sociale et culturelle : former les citoyens pour qu'ils s'intègrent à la société et participent à la vie de la « cité ».
- économique : former une main d'œuvre qui servira au développement économique du pays.
- morale : former de bons travailleurs et de « bons citoyens ».

En référence : *Comprendre, réfléchir et agir le monde, balises pour l'alpha populaire* (2017), p.4.

¹⁸ Vrancken (2010).

En découle une perte de sens inhérente au secteur du social et une nécessité de se raccrocher à des stratégies propres pour redévelopper des cohérences dans le travail quotidien.

L'effet boule de neige des politiques d'activation fait son retour. Les acteurs sont là pour écouter les apprenants, les prendre en compte dans une dynamique d'apprentissage vectrice d'émancipation, ils rebondissent sur des situations d'urgence ou sur des demandes connexes aux formations, ils orientent les individus, les mobilisent, ils définissent avec eux des projets futurs, mais eux qui les écoute ?

À la lumière de cette démonstration, nous pouvons donc conclure que le travail social ne consiste plus en un mode d'intervention déterminé, clair, défini et propre à une fonction. Ses contours se sont floutés au fur et à mesure des années. Ce domaine, par une série d'influences qui pèsent sur lui, serait devenu comme « éloigné de lui-même »¹⁹. Paradoxalement, dans le contexte actuel, son existence n'en est que plus indispensable. Comme le dit si bien un acteur rencontré:

« Une chose m'effraie toujours, l'objectif d'une asbl à caractère social, c'est de disparaître et... plus on avance, plus on a de raisons d'exister ! »

Les choix posés par les acteurs et les résistances passives qu'ils émettent sont révélatrices d'une volonté de conserver l'éthique professionnelle du secteur de l'alphabétisation, en apportant des réponses par leurs actions aux tensions qui le traversent²⁰. C'est à partir de l'affirmation d'une dimension relationnelle, humaine, de compréhension des vécus et d'engagement que les acteurs de l'alpha chez Lire et Écrire placent au cœur des pratiques une méthode d'éducation populaire modulée à différentes échelles.

C'est pourquoi ils en viennent à interpeller les institutions pour dénoncer les inégalités vécues par les apprenants, mais également pour permettre aux partenaires, aux services publics et au « tout public » de mieux comprendre les tenants et les aboutissants d'un parcours de vie jalonné de ruptures professionnelles, scolaires, relationnelles que beaucoup de personnes non alphabétisées ont pu vivre et ainsi, par la même occasion, lever le voile sur le flou qui recouvre parfois leur travail.

Dans cette optique, un des enjeux de Lire et Écrire est d'affirmer l'alphabétisation populaire²¹ comme projet politique et pédagogique, dans une nécessité d'assurer une cohérence dans les pratiques des acteurs de l'alpha et ainsi, tenter de créer un continuum entre les intentions politiques (créer un citoyen capable de se déplacer dans les différentes sphères sociales, culturelles, économiques,... qui composent la société) et l'acquisition des savoirs de base (que sont la lecture, l'écriture et les mathématiques)²².

¹⁹ Vrancken (2010).

²⁰ Franssen (2005).

²¹ Cette notion renvoie à un savoureux mélange entre l'alphabétisation et l'éducation populaire. C'est ainsi que l'alphabétisation n'apparaît pas comme une fin en soi mais comme un outil visant l'expression sociale, la confiance en soi, l'émancipation sociale et culturelle, ainsi que le développement de l'esprit critique pour permettre à l'apprenant de reprendre du pouvoir sur son existence.

²² *Comprendre, réfléchir et agir le monde, balises pour l'alpha populaire* (2017). Lire et Écrire communauté française : Cadre de référence pédagogique de Lire et Écrire.